

Ni dialogue social, ni provocations racistes : POUR UNE RENTRÉE DES LUTTES !

Pendant que les profits battent des records, la crise s'aggrave à cause de l'inflation qui ampute les budgets et des salaires qui se suivent pas. Le climat social se tend. Alors Macron s'agite pour que la contestation n'éclate pas dans la rue et les grèves, comme sur les retraites. D'un côté, il lance des provocations racistes, de l'autre il attire les partis de gauche et les directions syndicales dans un simulacre de dialogue qui ne débouchera sur rien de bon pour les salariés et la jeunesse.

La guerre sociale qu'ils nous mènent

La réforme des retraites de Macron entre en vigueur en septembre et l'offensive patronale continue avec l'inflation. Tous les trois mois, les ministres répètent que sa fin approche, mais les prix continuent de monter, car les grandes entreprises gonflent leurs marges. Et le gouvernement laisse faire... et même augmente le tarif des médicaments !

Le ministre de l'Économie promet de bloquer les prix de certains produits. Mais ce qui reste bloqué depuis des mois, ce sont nos salaires. On estime que les prix alimentaires ont pris plus de 20 % en deux ans. Et nos fiches de paie ? C'est ça la réalité des prix : logement, transports, alimentation, tout devient hors de prix. Se restreindre devient banal et galérer devient normal.

Tout augmente, mais pas les salaires, ni les moyens dans les services publics

Dans les hôpitaux, les soignants ont passé l'été sous l'eau à cause du manque de personnel. Dans l'éducation nationale, il manque près de 3 200 profs en cette rentrée. Face à la pénurie de main-d'œuvre, le gouvernement annonce que les salaires vont être revalorisés dans la santé et l'éducation, mais on est très loin du compte. Dans les hôpitaux, les maigres augmentations de primes annoncées ne vont rien changer aux conditions de travail dégradées. Et chez les enseignants c'est même carrément du chantage, puisqu'au lieu d'embaucher, on propose aux enseignants d'améliorer leur salaire... en échange de tâches supplémentaires.

Pendant qu'on se serre la ceinture, les actionnaires sont à la fête : les entreprises du CAC 40 ont fait presque 80 milliards d'euros de bénéfices au premier semestre 2023. De l'argent, il y en a. C'est là qu'il faut aller le chercher. D'ailleurs là-haut, ils s'inquiètent de la colère sociale qui couve et pourrait exploser comme sur les retraites.

Ni provocations racistes, ni dialogue social

C'est pour ça qu'ils tentent de diviser encore et toujours le monde du travail : Macron lance des contrefeux directement piochés dans les poubelles (ou les programmes) de Le Pen et Zemmour : polémique islamophobe avec l'interdiction des abayas dans les établissements scolaires, campagne xénophobe avec sa future loi sur l'immigration. Mais le gouvernement peut bien pointer des boucs émissaires, rien ne dit que ça va fonctionner. Car les robes des adolescentes et l'accueil des migrants qui fuient la misère et les guerres ne sont en rien responsables de nos problèmes actuels.

En parallèle, Macron tend la carotte du dialogue social. Quand il propose une réunion à Saint-Denis aux chefs des partis, toute la gauche accourt pour participer aux discussions, aux côtés de LR et du RN. C'était soi-disant pour lui soumettre les propositions de la Nupes qu'ils y ont passé la nuit... avec l'espoir que Macron les applique le lendemain matin ? Même chose quand il propose aux directions syndicales une conférence sur les salaires : celles-ci répondent « chiche ». Comme si quelque chose de positif pouvait sortir d'une réunion avec le gouvernement et le Medef !

La seule solution face à leur guerre sociale, ce sont nos luttes, pas le dialogue. On ne tourne pas la page du mouvement pour nos retraites, au contraire !

Pour vivre et pas survivre, il faut imposer nos revendications sur les salaires, les emplois, les conditions de travail. Pour contrer l'offensive raciste du gouvernement, le monde du travail doit mettre en avant ses exigences.

Ainsi le NPA, comme d'autres organisations politiques ou syndicales, appelle à manifester dès le 23 septembre contre la politique pro-patronale du gouvernement, et les mesures autoritaires et racistes qui l'accompagnent.

Non à la surcharge, à bas la réorg

Lundi prochain la direction met en place sa réorganisation. Et pour elle « tout va bien se passer ». Nous sommes déjà surchargés à la rentrée, alors, avec 16 emplois en moins, que la direction ne compte pas sur nous pour cavalier !

Personne n'a demandé à être réorganisé !

La direction est plus pressée de trouver des bras pour déménager les casiers samedi en vue de la réorg que pour trouver un poste acceptable pour les préparateurs du 11^e qui perdent le leur.

Mais nous sommes restés solidaires, la direction a dû en tenir compte car les collègues sont montés plusieurs fois le lui rappeler : un poste fixe pour chacun, c'est bien le minimum.

Trop chères vacances

Les maigres augmentations que nous avons eues ces derniers mois n'ont pas permis à beaucoup de partir en vacances. Ce sont deux personnes sur trois qui ne partent pas pour les bas salaires comme les nôtres.

Pour ne pas nous augmenter au niveau de l'inflation, La Poste nous enfume avec des primes qu'elle nous pique au moindre arrêt maladie ou jour de grève !

Justement, une grève tous ensemble, c'est ce qu'il nous faut pour exiger 400 euros par mois tout de suite. Sans grève, personne ne la fera plier.

Samedi, c'est relâche

Au fait, samedi, au lieu d'embaucher des professionnels du déménagement, la direction compte encore sortir les heures supp et les pizzas pour faire déplacer les casiers et gérer tout le bordel de la mise en place de sa réorg.

Un petit pique-nique ou une petite toile, c'est bien plus exaltant !

Tu tries plus vite que ton ombre ?

Chez les chauffeurs du 11, la direction s'est mis en tête que les collègues allaient apprendre le nouveau tri avant même la réorg moyennant une petite prime.

Essayer de faire passer n'importe quoi à coup de promesses de primes, c'est le dada de La Poste.

Mais quelle mouche l'a piquée ?

Nous sommes nombreux à nous demander pourquoi La Poste nous fait représenter les Chronopost. Ça nous rajoute un boulot inutile, et même nuisible pour les usagers qui voudraient aller chercher leur paquet le lendemain...

Les lubies de La Poste sont impénétrables mais justement nous n'avons aucune envie de les suivre !

Le compte est bien loin d'y être

La Première ministre a annoncé son intention de revaloriser les salaires du personnel hospitalier à hauteur d'un peu plus d'un milliard d'euros. Cette somme pourrait paraître conséquente, mais 600 millions existent déjà et seraient simplement « pérennisés » et les 500 millions restants serviront juste à augmenter, en pourcentage, les tarifs de certaines primes pour le travail de nuit et de week-end.

C'est de bien autre chose que de quelques aumônes qu'aurait besoin le système de santé pour sortir la tête de l'eau : des augmentations uniformes pour tout le personnel d'au moins 400 euros et l'embauche massive de nouveaux hospitaliers.

Bavarder ou mobiliser pour la lutte ?

Macron a réuni les chefs des partis politiques pour des discussions sur la situation internationale, les institutions et la « cohésion de la nation » après les émeutes du début de l'été.

Pour les écologistes « rien de nouveau sous le soleil », pour La France insoumise « l'impression de vivre douze heures sur la planète Mars » et pour le Parti socialiste « on est loin du grand soir ».

Fabien Roussel, le leader du PCF, lui, était plutôt satisfait et confiait « je ne peux pas dire maintenant que ça n'a servi à rien... On s'est parlé, et se parler c'est déjà une bonne chose ».

Et tous ces politiciens ont accepté de remettre le couvert à la prochaine occasion. La gauche de gouvernement adore discuter avec Macron ou au Parlement. Pourtant, seules nos mobilisations pourront changer notre sort.

Quand « rentrée » rime avec « précarité »

En ce mois de septembre 2023, ce sont les étudiants, et notamment les moins favorisés, qui font les frais de la crise du logement. Sur les 700 000 boursiers recensés, seulement 174 000 auront une place dans un logement étudiant.

Pour ceux qui restent, la recherche d'une chambre dans le parc privé relève du parcours du combattant, car là aussi il y a beaucoup de demandes et peu d'élus.

Dans les grandes villes, il faudra envoyer des dizaines de dossiers pour espérer visiter des studios dont les prix ont augmenté d'environ 6 % à Paris, Bordeaux ou Brest.

Résultat : les jeunes renoncent à des formations dans lesquelles ils ont été acceptés, ou bien enchaînent les petits boulots pour pouvoir faire face à l'inflation immobilière.

De quoi rire au nez du gouvernement quand il nous joue l'air de pipeau de « l'égalité des chances ».